

SIRACIDE SARL
Commissaire aux Comptes

AUDIT FINANCES, CONSEIL EXPERTISES
Commissaire aux Comptes

ORIGINAL

Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) S.A.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU CONSEIL

D'ADMINISTRATION

(Article 715 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés
Commerciales et du GIE)

Exercice clos le 31 décembre 2016

(Septembre 2017)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU CONSEIL

D'ADMINISTRATION

(Présenté en application de l'article 715 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au
Droit des Sociétés Commerciales et du GIE)

Exercice clos le 31 décembre 2016

A l'attention de Monsieur le Président du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission de Commissariat aux comptes qui nous a été confiée par le décret n° 2016-209 du 04 avril 2016, portant nomination des Commissaires aux comptes près les sociétés d'Etat, nous vous présentons, en application de l'article 715 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, notre rapport sur le projet d'états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 de la Société SBEE SA. Ces états financiers comprennent notamment comme annexés au présent rapport le bilan, le compte de résultat, le TAFIRE et l'état annexé.

La Direction Générale est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au droit comptable de l'OHADA. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Votre responsabilité est de procéder à l'arrêté de ces états financiers.

Conformément aux dispositions de l'article ci-dessus, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de vous présenter un rapport portant à votre connaissance :

- Les contrôles, vérifications et les différents sondages auxquels nous avons procédé ainsi que leurs résultats ;

- Les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications nous paraissent devoir être apportées, les observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents ;
- Les irrégularités et les inexactitudes découvertes ;
- Les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du dernier exercice.

Les principales caractéristiques des états financiers provisoires que nous avons audités et sur lesquels vous êtes appelés à vous prononcer se présentent comme ci-après en millions de F CFA :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Total de l'Actif Immobilisé	106 761	93 956
Total de l'Actif circulant	104 980	100 107
Trésorerie Actif	13 736	8 364
Capitaux propres	13 209	42 416
Total des ressources stables	101 913	119 585
Total du Passif circulant	123 564	82 842
Trésorerie Passif	0	0
Total du bilan	225 477	202 427
Chiffres d'affaires	110 315	104 758
Résultat des activités ordinaires	-10 339	-5 170
Résultat net de l'exercice	-8 291	2 080

1. CONTROLES ET VERIFICATIONS EFFECTUES

Nos diligences ont été effectuées conformément aux Normes d'Audit Internationales qui prévoient que notre mission soit planifiée et exécutée de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à examiner par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis

et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles et vérifications effectués fournissent une base raisonnable aux observations et conclusions exprimées ci-après.

2. RESULTATS DES CONTROLES ET VERIFICATIONS EFFECTUES

2.1 Contrôle interne

L'évaluation du fonctionnement du contrôle interne a consisté à examiner l'application des procédures mises en place par la société afin d'assurer une information financière de qualité.

Cette évaluation a été effectuée dans le but de déterminer l'étendue de nos contrôles sur les comptes. Elle ne met donc pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique et plus détaillée pourrait éventuellement révéler.

Néanmoins, nous avons présenté les observations relatives au contrôle interne, dans la lettre de contrôle interne adressée à la direction générale de la SBEE pour lui permettre d'améliorer le fonctionnement de la société.

2.2 Contrôle des comptes

2.2.1 La revue de la mise en œuvre des recommandations antérieures à l'exercice 2016

Nous avons procédé au cours de notre mission à la revue de la mise en œuvre des recommandations des Commissaires aux comptes antérieures à l'exercice 2016 et qui continuent de perdurer, nonobstant les précédentes observations formulées. Il s'agit entre autres :

- de la provision de 202 millions constituée en 2015 pour faire face au paiement des honoraires d'un conseil fiscal dans le cadre d'un redressement fiscal dont le contrat entre le cabinet conseil et la SBEE est inexistant ;
- de la comptabilisation en 2013 des opérations relatives à la mise en exploitation de la centrale de Maria Gléta marquée par l'omission d'une charge de 155 millions de francs CFA. Certaines régularisations ont été faites et ont réduit ce montant depuis lors ;

- de la situation de l'actif immobilisé (représentant 60% du total de l'Actif brut), alors que l'inventaire de fin d'exercice 2015 partiellement réalisé concerne le matériel et mobilier de bureau ainsi qu'une partie du matériel de transport ;
- du rapprochement entre la situation extracomptable provenant des inventaires des créances clients au niveau des agences (créance nominative par abonné) et celles comptabilisées qui dégage un écart positif non expliqué de 548 millions de francs CFA au 31 décembre 2015 ; un écart de cette nature est observé à la fin de chaque exercice ;
- du compte « 4711000 : Débiteurs divers » regroupant entre autres, les soldes non justifiés des fonds mis à dispositions des différentes régions sur demandes validées par la Direction Générale pour faire face à des dépenses de fonctionnement ;
- de la justification au 31/12/2015 des soldes des comptes des fournisseurs MRI (277,5 millions de francs CFA) et CIE Sarl (246 millions de francs CFA) relatifs aux lots 1 à 4 du projet DAEM et du fournisseur Baur France dont le compte au 31 décembre 2015 affiche un solde de 74,6 millions de francs CFA.

Les constats et les recommandations correspondant à ces points suscités, qui reviennent tous les ans depuis plusieurs exercices, se trouvent en **annexe n°1** de ce rapport. Nous demandons au Conseil d'Administration de statuer sur ces points.

2.2.2 Les nouveaux constats d'audit identifiés en 2016

Les états financiers provisoires soumis à votre examen, appellent de notre part les observations suivantes :

a) ~~SBEE-WARTSILA~~

Le 22 août 2016, le Ministère chargé de l'Energie a conclu le contrat de marché n°238/MEF/MEEM/DNCMP/SP avec la société WARTSILA WEST AFRICA pour la réhabilitation des centrales thermiques de Parakou, Porto-Novo et Natitingou pour un montant TTC de 6 261 896 713 FCFA à financer par le budget national.

Le marché étant inscrit à 100% dans les dépenses du budget national (plus précisément, au terme de l'article 5 alinéa 3, c'est le maître d'ouvrage (MEEM) qui assure le paiement du prix contractuel à l'entrepreneur), la mission a noté que la SBEE a intégré dans ses comptes, sur

instruction du ministère de tutelle, l'avance de démarrage de 1 574 296 800 FCFA faite à cette société comme étant une avance de fonds faite à la SBEE. ***La prise en charge de cette avance de démarrage par la SBEE n'est donc pas fondée (recevable).***

Par ailleurs, les diligences menées ont permis également de relever les insuffisances suivantes :

- en hors taxes, le montant du marché est fixé à 5 306 692 130 FCFA sur la page de garde validée par la DNCMP alors qu'il est de 5 247 656 000 FCFA à la page 8 (article 4) du contrat, soit un surcoût de 59 036 130 FCFA ;
- le recoupement de cet écart avec l'article 6 alinéa 1 du contrat permet de comprendre que le transport de l'équipement depuis le port ou l'aéroport jusqu'aux centrales aurait été assuré par l'entrepreneur, ce qui aurait généré ***une dépense de 90 000 euros (soit 59 036 130 FCFA) en sus du montant global prévu au contrat. Il devient alors important que la SBEE fournisse les documents prouvant que le transport dudit équipement a été effectivement supporté par l'entrepreneur et que cela a été effectivement validé par la DNCMP ;***
- l'ouverture de la lettre de crédit par la SBEE pour cette société porte sur 70% du montant du contrat, soit 3 673 359 200 FCFA. A l'article 5 alinéa 4 du contrat de marché, il est stipulé : ***« L'Autorité contractante s'engage à contracter et à s'assurer de la validité, pour l'intégralité de la durée du contrat, une lettre de crédit irrévocable payable à vue ... ».*** *Il n'est pas précisé ici l'autorité contractante dont il est question. Ce projet étant à la charge du budget national, il revient alors au MEEM d'être responsable de l'ouverture de la ligne de crédit à la banque.* Mais nous constatons que c'est plutôt la SBEE qui a eu la responsabilité de l'ouverture de cette ligne de crédit à UBA BENIN ;
- ***nonobstant le fait que la SBEE soit citée parmi les parties au contrat, elle ne l'a pas signé. Il a été plutôt signé par le Directeur Général de WARTSILA WEST AFRICA, la PRMP du MEEM représentant l'Autorité contractante ; visé par le Contrôleur Financier Adjoint, le Ministre de l'Energie, de l'Eau et des Mines et approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances.***

b) SBEE-AGGREKO-MRI

Les documents reçus et analysés ici ont permis de constater ce qui suit :

- le contrat de marché n°204/MEF/MERPMEDER/DNCMP/SBEE/SP du 08/07/14 a pour objet la location d'une centrale électrique de 30 MW pour un montant TTC de 4 848 455 980 FCFA par la SBEE. L'attributaire de ce marché est la société MR International (MRI) ;
- le contrat de marché n°205/MEF/MERPMEDER/DNCMP/SBEE/SP du 08/07/14 est relatif à une location d'une centrale de 50 MW, d'un montant TTC de 7 455 212 860 FCFA inscrit au budget de la SBEE. La société AGGREKO International est attributaire de ce marché ;
- la SBEE est désignée nommément comme la seule autorité contractante pour ces marchés sur le financement de son budget. Les contrats de marché ont été entre autres signés par MRI, AGGREKO, la PRMP/SBEE et visé par le DG/SBEE ;
- un montant de 32 199 560 215 FCFA, relatif aux achats de carburant pour des groupes électrogènes dans le cadre de la location des centrales auprès des sociétés AGGREKO et MRI, aurait été déboursé par le Trésor Public entre 2014 et 2016 et la SBEE a enregistré pour la première fois dans ses comptes cette somme ;
- les documents soutenant cet enregistrement à la SBEE sont des photocopies, les originaux étant conservés au Ministère en charge de l'Energie. Le montant total de ces documents (factures : 32 282 555 166 FCFA), rapproché à celui comptabilisé sur la base du procès-verbal par la SBEE (32 199 560 215 FCFA), présente un écart de 82 994 951 FCFA ;
- la PRMP de la SBEE qui doit connaître de tous les achats de la Société n'a pas été impliquée dans ces achats et n'a pas signé le procès-verbal. A notre avis, elle devrait donner son accord écrit pour qu'un montant aussi élevé soit comptabilisé par la SBEE ;
- la probabilité est forte que ces mêmes dépenses aient été déjà prises en compte dans la loi des règlements des exercices 2014 à 2016 comme étant des dépenses définitives de l'Etat central.

Le relevé n°9 des décisions prises par le Conseil des Ministres en ses séances des 26 mars, 09 et 16 avril 2014 accordant des subventions d'exploitation pour la location des centrales louées auprès des sociétés AGGREKO et MRI ne nous a pas été fourni. En

l'absence de ce document et des justificatifs des paiements qu'aurait effectués le Trésor Public, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'intégration dans les comptes de la SBEE du montant de 32 199 560 215 FCFA et de son traitement comptable. L'impact sur le patrimoine est de - 32 199 560 215 FCFA et sur le résultat de 16 442 116 885 FCFA.

Il est important de mentionner qu'au 31/12/2016, les comptes du fournisseur AGGREKO affichent un solde créditeur de 5 669 594 115 FCFA dans les livres comptables de la SBEE et ceux du fournisseur MR International un solde créditeur de 90 454 962 FCFA.

c) SBEE-Trésor Public

Nous avons relevé que sur un montant total de titres payés par le Trésor Public au profit de la SBEE (18 668 278 041 FCFA) sur la période de 2014 à 2016, le Trésor Public a opéré une retenue à la source de 2 650 528 578 FCFA. *En l'absence des justificatifs (copies des mandats), nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la prise en compte par la SBEE de cette somme et de son traitement comptable.*

d) SBEE-DGI

Nos contrôles révèlent que relativement à la dette fiscale de 3 466 766 183 FCFA de la SBEE sur la DGI, un montant de 1 536 953 611 FCFA, correspondant à la TVA sur les consommations d'énergie électrique par l'administration et les collectivités locales, a fait l'objet d'opposition auprès du Trésor Public.

La SBEE tenant des comptes collectifs pour les différentes catégories de ses clients, il n'est donc pas aisé d'affecter à chaque compte de client le montant qui a été précompté et d'en connaître son solde. En l'absence de ces informations et des justificatifs de prélèvement à la source, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la prise en compte par la SBEE de cette somme et sur son traitement comptable.

e) SBEE-SONEB

Aucun compte client spécifique « SONEB » n'existe dans les livres comptables de la SBEE. Cependant, pour compenser sa dette vis-à-vis de la SBEE, la SONEB aurait proposé à celle-ci une cession de ses créances sur l'Etat à hauteur de 6 626 239 791 FCFA. *En l'absence des*

informations spécifiques en comptabilité et des justificatifs relatifs à la SONEB, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur cette somme et sur son traitement comptable.

En somme, la compensation entre les créances et les dettes opérée entre la SBEE, la SONEB, la DGI, la CAA et les Ministères (points évoqués ci-dessus a à e) a dégagé en faveur de l'Etat une dette de 18 milliards dont un récent Conseil des Ministres aurait décidé de la remise gracieuse à la SBEE. La convention de renonciation de créances de l'Etat sur la SBEE n'est ni datée, ni signée par le Ministre en charge de l'énergie et celui de l'économie et des finances. En l'absence de la signature de ce document par les personnes habilitées, cette annulation de dette qui constitue un produit taxable (subvention) n'a pas été enregistrée sur l'exercice 2016, sans oublier la conséquence fiscale qui en découle ; ceci constitue une entorse au principe comptable de séparation des exercices. *L'impact d'une telle omission est une minoration à tort du résultat du montant, net de TVA de la subvention (15 392 583 741 FCFA).*

f) Trésorerie

L'examen des états de rapprochement bancaire met en évidence des suspens bancaires présentant de fortes antériorités et non dénoués à la date de nos contrôles. Cette situation peut être source d'erreurs et de fraude. *(Voir état des suspens en annexe n°2)*

g) Dettes fournisseurs

Les soldes de certains comptes fournisseurs qui présentent de fortes antériorités demeurent non apurés au 31 décembre 2016. Nous n'avons pu obtenir d'explications probantes sur les raisons de cette situation. Nous attirons l'attention de la direction sur le risque d'utilisation de ces comptes à des fins frauduleuses et recommandons l'apurement du solde de ces comptes.

Le détail de ces comptes se présente comme suit :

- SONACOP (618,83 Millions de FCFA)

Le solde de ce compte remonte à l'exercice 2007 et n'a pas connu une évolution depuis 2014 à nos jours. Il s'agit de la dette issue des achats de gasoil auprès de la SONACOP. Les travaux de rapprochement et de confirmation de solde entre les deux structures ne sont pas encore effectifs.

- **OPT (1,15 Milliards de FCFA)**

Cette dette remonte aux exercices antérieurs à 2007. Elle est relative aux consommations de lignes téléphoniques fixes par la SBEE. Les travaux de rapprochement entre les deux sociétés pour la confirmation de ce solde ne sont pas encore effectués à la date de nos contrôles.

- **STE SATEH (210 Millions de FCFA)**

Cette dette remonte aux exercices antérieurs à 2007. Nous n'avons reçu aucune information relative à ce solde au jour de nos contrôles.

- **Fournisseurs, retenue de garantie : CGE (108,22 Millions de FCFA)**

Cette dette remonte à l'exercice 2010. Elle est relative à des achats effectués dans le cadre de plusieurs marchés et dont les factures ne sont pas encore réglées au 31/12/2016.

- **SONACOP ETAT factures non parvenues (121,6 Millions de FCFA)**

Le solde créditeur de ce compte présente une forte antériorité et est issu de la livraison de gasoil au profit de la SBEE au cours de l'exercice 2012.

- h) **Autres comptes de tiers : Traitement comptable non approprié des fonds mis à disposition des différentes directions pour diverses dépenses au titre des dotations mensuelles s**

Diverses dépenses (achat de carburant, étrennes allouées aux enfants, réalisation des branchements ...) sont effectuées grâce à un fonds constituant une dotation mensuelle mise à la disposition de chaque direction régionale. Ces opérations, lorsqu'elles sont justifiées, sont en effet comptabilisées au crédit du compte « 4711 : Débiteurs divers » sans passer par la caisse, alors qu'il en existe au moins une au niveau de chaque Direction. Ce même compte est débité lorsque les fonds sont mis à disposition de la direction.

Il faut noter que le traitement comptable actuel ne permet pas un bon suivi de la gestion de ces fonds mis à disposition des directions régionales. Il est, en effet, difficile de procéder au contrôle physique de leur solde restant à justifier à un moment donné. Ce solde à justifier au titre de l'exercice 2016 s'élève à 168 816 364 FCFA. *En l'absence de justification suffisante, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la fiabilité de ce solde.*

i) Suivi des confirmations de soldes

Nonobstant les relances effectuées à l'endroit de la SBEE, nous n'avons pas reçu la liste et l'extrait des comptes détaillés de l'administration, des collectivités locales et autres gros clients pour mettre en œuvre nos diligences sur la circularisation des clients. Cependant, ces informations relatives aux banques et aux fournisseurs ont été fournies et les diligences nécessaires ont été mises en œuvre. Le tableau *en annexe n°3* présente la synthèse de l'analyse des données issues des réponses reçues de la circularisation de certains tiers, rapprochées à celles se trouvant dans les livres comptables de la SBEE. Cette analyse a ressorti des écarts, dont nous demandons la justification à la SBEE.

j) Prise en charge par la SBEE des salaires de certains agents en détachement au Ministère de tutelle

La SBEE a pris en charge les salaires de certains agents en détachement au Ministère de tutelle pour lesquels les arrêtés portant nomination ne précisent pas que la SBEE doit supporter ces salaires.

k) Capital, souscrit non appelé (1 milliard de FCFA)

Ce compte présente un solde anormalement débiteur de 1 milliard de FCFA. L'intégralité du capital de la société ayant été appelé et libéré à la constitution, ce solde est donc à corriger.

l) Fonds de dotation (1 milliard de FCFA)

Ce compte présente un solde créditeur de 1 milliard de FCFA qui n'a pas pu être analysé et justifié au cours de nos contrôles. Nous ne sommes donc pas en mesure d'attester de son existence.

m) TAFIRE non équilibré

Le Tableau Financier des Ressources et Emplois reçu pour contrôle n'est pas équilibré jusqu'à l'émission de ce rapport.

3. CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Nous n'avons pas eu connaissance, jusqu'au moment où nous émettons le présent rapport, de quelque information que ce soit pouvant constituer une limite à la continuité de l'exploitation de la SBEE. *Cependant, un projet de gestion (ou de co-gestion) de la SBEE par une agence serait sur le point de prendre corps. Nous n'avons pas d'éléments précis sur la question mais si cela était avéré, il est à craindre une augmentation des charges de la SBEE qui pourrait lui être préjudiciable, à moins que des subventions subséquentes lui soient versées.*


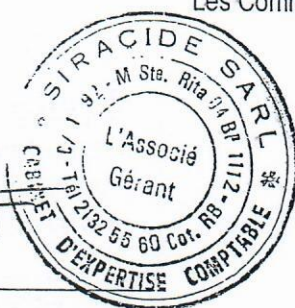
4. CONCLUSION

A l'étape actuelle de nos travaux, nous ne pouvons donner notre projet d'opinion sur les états financiers de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Nous attendons les débats au niveau du Conseil d'Administration pour décider de l'opinion à émettre dans notre rapport général, en particulier les points évoqués aux paragraphes 2.2.2.a) à 2.2.2.e).

Nous restons à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire que vous souhaiteriez obtenir, et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Cotonou, le 22 Septembre 2017

Les Commissaires aux comptes

SIRACIDE SARL,

N° d'inscription OECCA-BENIN : 021-SE

Représenté par : Titilayo K. Blaise ATIHOUE

Expert Comptable Diplômée



Pierre Lucien BRUN
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes
Tél. (229) 21 37 74 72 - Cel (229) 95 8

AUDIT FINANCES ET CONSEIL,

N° d'inscription OECCA-BENIN : 005-SE

Représenté par : Pierre Lucien BRUN

Expert Comptable Diplômé